Cahiers de Psychologie Politique

N° 29 | 2016
La technique Juillet 2016

Les représentations de la révolution en Tunisie. Raisons et processus d'un changement

Ridha ABDMOULEH

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-29/1884-les-representations-de-la-revolution-en-tunisie-raisons-et-processus-d-un-changement
DOI : numerev_1053
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 25/07/2016

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : ABDMOULEH, R. (2016) Les représentations de la révolution en Tunisie. Raisons et processus d'un changement. *Cahiers de Psychologie Politique*, (29). https://doi.org/10.34745/numerev_1053

L’enthousiasme et la ferveur populaire lors de la révolution 2011 ont cédé la place à un sentiment de mécontentement, de pessimisme et d’indifférence. Le laxisme du discours d’Ennahdha et ses alliés (la Troïka), son incapacité à gouverner le pays aussi bien à l’échelle économique que sécuritaire, l’absence de projet en synergie avec la révolution expliquent le désenchantement et l’irritation de l’opinion publique. Parallèlement, le manque de consensus national et l’acharnement politique contre le gouvernement d’Ennahdha, les assassinats politiques, ont contribué à le décrédibiliser aux yeux de l’opinion locale et internationale. La conjonction entre ces facteurs a accentué le malaise du citoyen et a entrainé une déstructuration de son champ psychologique pour le rendre plus vulnérable. Cette situation a facilité la tâche des médias (généralement hostiles au gouvernement d’Ennahdha) pour infléchir l’opinion publique et persuader une bonne partie de la population à se tourner vers un régime contre lequel elle s’est révoltée.

Mots-clés :

Introduction

L’opinion publique constitue un fait nouveau pour le monde arabe et ce, depuis les révolutions du printemps arabe. Un événement qui a permis aux populations de s’exprimer et d’exprimer leur crainte et leur aspiration et de faire valoir leur opinion jusqu’à lors négligées et étouffées. Il les a permis aussi de se rendre compte du poids de leur voix sur l’échiquier politique et social, et par là même de reprendre confiance en elles.

Ces révolutions constituent désormais un moment historique et un tournant politique majeur et un indicateur de changement marquant l’amorce d’une nouvelle culture politique basée sur la légitimité de l’opinion publique. L’émergence de cette nouvelle entité a été accompagnée il faut le dire par un changement de mentalité des élites politiques arabes. Après des moments d’hésitation (notamment à cause de la complicité ou de la crainte) celles-ci ont fini par prendre conscience de l’importance de l’opinion publique et de son rôle dans la rationalisation de leurs actions et stratégies politiques.

Cette situation a incité les médias à franchir les barrières traditionnelles et de

l'autocensure pour se libérer, s'exprimer et affirmer leur identité professionnelle et leur raison d'être. A cela s'ajoute la volonté des superpuissances de maitriser les événements dans les pays arabes et écarter ainsi le risque de se prendre au dépourvu (comme se fût dans le cas lors du printemps arabe). Dès lors, les opinions publiques sont devenues l'objet d'une demande sociale de plus en plus accrue.

D'un point de vue psychosociologique, l'opinion publique est un outil de socialisation qui permet aux individus de s'auto-percevoir, s'autoévaluer et de se comparer pour pouvoir mieux s'intégrer dans la société. (Baldwin, Cooley, Heider…).

Ces considérations ont donné plus de motivation aux spécialistes de l'opinion publique (exerçant dans le secteur privé ou public) pour répondre à cette demande de plus en plus pressante (surtout durant les périodes électorales) afin de faire valoir leur identité professionnelle et renforcer leur légitimité. Il en est de même pour les spécialistes des sciences sociales (sociologues, psychosociologue, spécialistes en communication…) pour lesquels ce champ d'étude a été une source d'inspiration et de légitimation.

Il va sans dire que ce domaine est corolaire de démocratie et de liberté dans la mesure qu'il déborde l'aspect proprement technique pour se situer dans une vision sociétale (Wolton 1997, 2012). Dans cette perspective, l'opinion publique constitue (depuis l'enclenchement du printemps arabe)1 un sujet d'engouement et un véritable enjeu. C'est un fait social qui arbitre, règle les jeux politiques et marque l'amorce d'une ère culturelle et politique nouvelle

Objectifs

L'objectif de ce travail est d'analyser les représentations et les attitudes des tunisiens vis à vis de la révolution et des acteurs politiques ainsi que leurs mutations durant les quatre années succédant cet événement (de 2011 jusqu'aux élections 2014 -date marquant le changement du paysage politique dans le pays)2. Par la même occasion, nous essayerons d'expliquer le paradoxe tunisien : un peuple ayant élu un régime contre lequel il s'est révolté.

Cadre théorique et méthodologique

Dans le cadre de ce travail nous allons nous référer aux représentations sociales entant que cadre théorique global permettant l'appréhension des entités psychosociologies telles : les opinions, les attitudes, les aspirations… (Moscovici, Jodelet, Herzlich, Chombart de Lauwe….) et une médiation entre l'individu et la société ou la réalité sociale (la révolution). En ce sens, ces représentations constituent un outil « *de socialisation de l'individuel et l'individualisation du social* » (Moscovici 2010).

Dans ce qui suit nous allons en premier lieu décrire les représentations que le public tunisien se fait de la révolution. En second lieu, nous essayerons de comprendre les raisons et les déterminants du changement des opinions et des conduites électorales

des tunisiens lors des élections législatives : octobre 2014.

Afin d'analyser notre problématique, nous avons diversifié nos approches en se référant aux cinq enquêtes3 menées en 2011, 2012, 2013 et 2014 Mars et novembre (juste avant les élections parlementaires) et à l'analyse des fréquences. Conjointement nous avons entamé une enquête qualitative visant à explorer la dimension symbolique de la révolution et des changements (à partir des entretiens, des récits, de l'observation participante et du vécu personnel).4

Les représentations de la révolution après la chute du régime

Enthousiasme, joie et ferveur populaire

Lors de son déclenchement, la révolution est envisagée par le public comme un grand exploit, un événement, merveilleux et extraordinaire. Elle inspire la fierté et fait jaillir les sentiments de joie et de liesse. C'est aussi un instant cathartique, de libération (contre la peur, le doute…) et de délivrance.

Le sentiment d'enthousiasme et de fierté est renforcé par l'élan de sympathie mondiale et l'appui des peuples arabes pour qui la révolution tunisienne est une source d'inspiration (engendrant le printemps arabe)

Eveil et sursaut d'un peuple

Elle est également l'expression d'une volonté populaire, qui a défié l'oppresseur (indépendamment des élites). C'est le symbole de l'unité nationale et de la fusion/réconciliation de l'individu avec sa communauté (Lévi-Strauss, Lebon, Freud, Moscovici, Cooley, Mead…).

Consécration d'un processus de transition et de changement historique

La révolution est loin d'être considérée comme un événement isolé, déclenché par les feux du hasard, mais c'est la consécration et l'aboutissement des luttes durant des décennies. C'est une victoire méritée. Dans le même esprit, elle est conçue comme une phase de gestations et de mutations qui justifient patience et sacrifices et exige la mobilisation et la vigilance (contre le retour de l'ancien régime). Ce processus de transition et de changement profond qui s'opère dans le pays implique une phase de reconstruction et ouvre l'horizon à de nouvelles perspectives.

La régression et la peur du chaos

Si pour les uns la révolution est entourée de sens positif, pour d'autres elle est appréhendée plutôt avec prudence, suspicion voire avec indignation. Elle est source et synonyme de désordre, de régression et de menace contre l'ordre social. C'est ainsi que certains évoquent avec stupéfaction et désolation le chaos et la dérive sécuritaire qui ont succède la révolution. D'autres mettent en avant la crise économique et le risque de l'effondrement de l'Etat et l'enlisement du pays. C'est ainsi que certains évoquent avec nostalgie l'époque de l'ancien régime et de l'autorité de l'Etat.

Évolution des représentations de la révolution : étude comparative entre 2011/2014. Constantes et variantes

Le changement social et politique lors de la phase post-révolution a entrainé à son tour une mutation au niveau sociocognitif. Dans le sens que les représentations populaires de la révolution ont subi des transformations. Quelles en sont les raisons, et par quel processus ?

Le sentiment de l'émerveillement et de l'euphorie qui a accompagné la révolution a cédé la place à un certain réalisme. Cet état d'esprit expliquerait la familiarité et la tolérance face au désordre (lequel constituait un des principales préoccupations des tunisiens). La révolution devient ici un fait habituel et ordinaire. Le désordre (objet de crainte et de plainte) devient désormais une partie intégrante du champ psychologique du citoyen (Figue I).

Par contre, et comparé à la phase du déclenchement de la révolution, nous assistons à une prise de conscience aigüe de l'importance des notions : liberté, dignité, comme exploits et acquis de la révolution. Il en va ainsi pour le sentiment de crainte (grandissante) de la discorde et de mise en garde contre ses conséquences sur le tissu social et sur l'avenir du pays. Les conflits et guerres civiles déclenchés en Egypte, en Syrie, en Lybie, au Yémen sont mis en avant par le public pour justifier un tel sentiment. Cela expliquerait sans doute l'indignation face à l'ingérence étrangère et la prise de conscience des enjeux mondiaux et géostratégiques de la révolution tunisienne et ses retombées à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Ce sentiment est doublé d'une déception envers l'occident censé défendre les valeurs universelles (de la démocratie et des droits de l'homme) et soutenir la cause des opprimés. Cette indignation est si justifiée que le monde occidental a accueillie avec enthousiasme le déclenchement des révolutions du printemps arabe.

Si les différentes thématiques soulevées ont subi des variations (dans un sens ou de l'autre), celle relative au changement historique (pour qualifier la révolution) demeure

presque constante, et constitue en quelque sorte le noyau dure des représentations relatives à la révolution (figure 1).



Figure 1-Evolution des représentations de la révolution (entre 2011 et 2014).

D'autres indicateurs du changement des attitudes et des opinions envers la révolution (entre 2011/ et 2014) se laissent constater à travers le degré de satisfaction envers les acquis de la révolution faisant état d'une certaine régression du sentiment d'enthousiasme (figure 2).



Figure 2-Degré de satisfaction des acquis de la révolution

Le comportement électoral et le changement de cap

Les élections législatives d'octobre-2014 – (qui devraient mettre fin à la phase de transition), sont révélatrices du changement opéré chez le tunisien. Elles ont permis l'émergence d'une nouvelle classe politique incarnée par Nidaa Tounes (qualifiée par certains de recyclage du régime déchu)[5] ayant obtenu une majorité relative (39 % des sièges de l'assemblée du peuple/parlement). Parallèlement, on assiste au recul du parti Ennahdha (s'affichant comme islamiste modéré) qui obtient environ 30 %, de l'hémicycle de l'assemblée (alors qu'il en occupait 41 % lors des élections de 2011). Ce résultat est qualifié par certains de séisme politique dans la mesure où il a bouleversé le paysage politique post révolution.

Le premier constat qui s'impose lors de la lecture des résultats de ces élections est le manque d'enthousiasme marqué par un fort taux d'abstention (environ un million et demi surtout parmi les jeunes 75 %). Ce changement de cap est perçu par les uns comme le retour des forces contre-révolutionnaires (47 %) et le signe de la crédulité des électeurs « *victimes de la machine médiatique de l'ancien régime -représentée par Nidaa Tounes* ». Alors que pour d'autres c'est l'aboutissement du processus de transition démocratique (27,5 %) et la nécessité de tourner la page de la phase/révolution.

Raisons et facteurs du changement des opinions et des comportements électoraux

Il ressort de l'enquête menée en novembre 2014, que 55 % de tunisiens déclarent avoir changé de choix entre 2011 et 2014. Parmi cette proportion, environ 48 % se sont

déplacés vers Nidaa Tounes. Au sein de cette tranche, 20 % étaient des électeurs d'Ennahdha en 2011. A quoi attribue-t-on ce changement de cap ?

Facteurs intrinsèques au parti : Ennahdha

Un bilan politique mitigé et controversé

Le bilan controversé d'Ennahdha au pouvoir durant environ trois ans (40 % jugent son rendement médiocre, tandis que seulement 7 % le trouvent satisfaisant), son échec à diriger le pays (durant les 3 années au pouvoir), l'impunité des corrompus et des principaux figures de l'ancien régime, l'absence de dispositif pour protéger la révolution, le manque de fermeté, l'absence de vrais leaders politiques charismatiques et efficaces, l'incapacité d'établir la sécurité et d'éradiquer le terrorisme, constituent des arguments mises en avant par les électeurs pour marquer leur déception d'Ennahdha et par là même justifier leur choix de Nidaa Tounes (Figure-3).

A cela s'ajoute son discours flou, laxiste et ambigüe. La volte-face d'Ennahdha concernant sa position face au Nidaa Tounes[6] expliquerait entre autre le changement du comportement des électeurs et l'orientation de leur choix vers Nidaa Tounes. « *Tout compte fait, Ennahdha va composer avec Nidaa Tounes, tant qu'à faire... ».* Réplique-t-on ici et là d'anciens électeurs d'Ennahdha pour justifier leur changement de camp. Ce « revirement » et cette ambigüité (d'Ennahdha) ont contribué à accentuer le sentiment d'incertitude et de malaise chez le citoyen, ont crée chez lui une situation de dissonance qui a du coup facilité l'adoption des thèses et arguments véhiculés par les médias dominants (opposés au partie Ennahdha dont une partie est composée de l'ancien régime).

Figure-3-Attribution des raisons de l'échec du gouvernement de la troïka–Nov-2014

La distorsion entre l'image idéale des leaders d'Ennahdha et celle de la réalité

La distorsion entre l'image (idéale) qu'on se faisait du militant islamiste d'Ennahdha (censé incarner les valeurs de l'Islam authentique prônant l'ascétisme, la sobriété et surtout l'altruisme et le dévouement à la cause des exclus et opprimés) contraste avec celle de la réalité faisant apparaitre (chez certains) plutôt une stratégie d'ascension sociale et un goût pour le confort et le prestige. Cela donne l'impression aux sympathisants d'Ennahdha que les leaders du parti ont bel et bien tourné le dos aux principes de l'islam authentique et aux exclus et acteurs de la révolution (qui les ont élus, après les avoir libérés de leur prison)[7]. Les conséquences : une déception doublée d'un hiatus entre le parti et les masses populaires. Vu ainsi, le choix de certains sympathisants d'Ennahdha porté vers Nidaa Tounes lors des élections 2014 constitue une contre réaction et un vote sanction.

Facteurs extrinsèques

Le poids des médias

En partant de l'étude de la fidélité des téléspectateurs aux chaines télévisées nationales (privées et publiques-telles : Attounisia8 et la chaine publique nationale-1, occupant à elles seules 77 % des taux d'audience-Figure-4), nous constatons une relation significative entre les chaines suivies et le degré de satisfaction des résultats des élections législatives (2014). Dans le sens que c'est parmi les auditeurs des chaines dominantes (citées) détenant un monopole dans l'espace audio-visuel national et affichant une opposition nette face au parti islamiste Ennahdha et ses alliés qu'on trouve le plus de satisfaction des résultats des élections récentes.

Figure-4-Taux d'audience des chaines télévisées nationales (Nov-2014)

Inversement, la majorité des téléspectateurs des chaines télévisées pro-Ennahdha (cas du zaytouna) se disent insatisfaits des résultats de ces élections. Force est de constater que ces chaines dominantes ont contribué à la construction d'un paysage psychologique désordonné et non structuré (Lewin), caractérisé par la vulnérabilité et la perméabilité, et ont fini par produire les effets voulus et persuader l'électeur de changer son choix électoral (Lewin, Festinger, Poitou, Beauvois…).

L'importance des moyens financiers et des dispositifs logistiques et techniques dont ces chaines disposent, (sciences et techniques de la communication, savoirs psychosociologiques relatifs au changement d'attitude, techniques de sondage et de marketing politique….) ont permis aux médias anti-Ennahdha d'infléchir les attitudes des électeurs. Tout en dénigrant les symboles de la révolution et les principaux figurent de l'alliance de la Troïka, cette stratégie médiatique a pu réhabiliter des figures de l'ancien régime aux yeux de l'opinion publique en les présentant comme des sauveurs (qui parlent de l'autorité de l'Etat et soucieux de l'intérêt des citoyens), des éclairés, des réformateurs, voire des révolutionnaires et en faisant d'eux des leaders d'opinion et des symboles nationaux.

Parallèlement, ces médias ont joué un rôle démobilisateur en présentent le peuple (tunisien et arabe) comme incapable de se reconstruire et de se prendre en charge, et par conséquent indigne de la démocratie et de la liberté et justifiant implicitement le retour de l'ancien régime (incarnant l'autorité de l'Etat, et capable de garantir la sécurité et la prospérité).

Acharnement politique et crise économique et sociale

D'autres facteurs ayant contribué au basculement des conduites électorales entre 2011-2014 (et au recul d'Ennahdha et à l'ascension de Nidaa Tounes) tels : la baisse du pouvoir d'achat, la hausse des prix, la montée du chômage (conjugués avec la fuite des

capitaux et la délocalisation de certaines usines et entreprises), l'acharnement politique contre l'alliance Ennahdha et ses alliés9 et la multiplication des grèves (ayant atteint un record historique à cause de l'intransigeance de la centrale syndicale et sa prise de position idéologique (plus de 30.000 grève en 3ans).

Le manque de sagesse et de sens de la responsabilité chez une partie de l'élite politique nationale (ayant préféré sacrifier la révolution et l'intérêt du pays pour des considérations individuelles, politiques et partisanes) ont aggravé la crise politique et ont accentué le désarroi du citoyen tout en semant le doute quant à la capacité de la Troïka à mener à bien sa mission.

Enfin, les assassinats politiques, le terrorisme, les dérives sécuritaires ont à leur tour secoué l'opinion publique et ont joué un rôle déterminant dans le changement des choix des électeurs.

L'ingérence des grandes puissances

Soulignons le poids des puissances étrangères qui voient d'un mauvais œil les révolutions arabes (et de surcroit représentées par l'Islam politique) en les considèrent comme une menace de leurs intérêts économiques et géostratégiques. Les pressions économiques -via les institutions internationales et les bailleurs de fond, ont pesé à juste titre un poids considérable pour déstabiliser Ennahdha, la décrédibiliser aux yeux de l'opinion locale et l'éjecter du pouvoir (après l'assassinat du leader politique El Brahmi et la mise en place d'un nouveau gouvernement de technocrates présidé par Mehdi Joumaa).

Conclusion

L'enthousiasme et la ferveur populaire lors de la révolution 2011 ont cédé la place à un sentiment de mécontentement, de pessimisme et d'indifférence. L'absence d'acquis de la révolution (hormis la liberté) surtout en matière d'emploi et de pouvoir d'achat explique le changement des opinions et conduites électorales (notamment chez ceux qui étaient favorables au gouvernement post-révolution de 2011). Cette déception s'est fait ressentir surtout parmi les jeunes, les classes défavorisées et les régions rurales (exclus du processus de développement depuis des décennies). Le manque de consensus national et politique -juste après les élections de l'assemblée nationale constituante en 2011 (ayant favorisé la monté de l'islam politique), l'acharnement politique contre le gouvernement d'Ennahdha et les crises qu'elles ont entrainé (insécurité, assassinats politiques…) constituent des facteurs explicatifs des changements de conduites électorales.

De son côté, le laxisme du discours d'Ennahdha, l'absence de projet politique et social en synergie avec la révolution (et répondant aux aspirations de ses électeurs), l'absence de discours mobilisateur et des leaders charismatiques (et efficaces)10, le manque de fermeté face à certaines dérives (émanant aussi bien des fondamentalistes/salafistes

que des partis de gauche) ont contribué au changement de choix des électeurs.

A leur tour, les médias ont contribué à alimenter la crise politique et à influencer l'opinion publique. Tout en démobilisant la population et en semant le sentiment de peur et de désarroi, elles ont pu réhabiliter l'ancien régime.

Les élections récentes reflètent un changement dans les opinions et les choix électoraux (en contraste avec les revendications de la révolution2011). Mais elles montrent aussi le manque d'enthousiasme ainsi qu'une certaine déception face au retour de l'ancien régime et la crainte de la perte des acquis de la révolution. En dépit de tout, ces élections constituent un acquis de la révolution/transition (dans l'exercice de la liberté en vue d'instaurer un système démocratique répondant aux aspirations du peuple).

Par ailleurs, le piétinement et le tiraillement de la révolution tunisienne s'explique aussi par le fait qu'elle est porteuse d'un élan universel, une synthèse des divers courants et révolutions qu'ai connue l'humanité (révolution française, socialiste, islamique…). Le caractère cosmopolite de la révolution, la mondialisation croissante (notamment la diffusion du savoir et des moyens de communication) expliquerait bien l'importance des enjeux de la révolution tunisienne. L'étude de l'opinion publique tunisienne a permis justement de révéler ces enjeux et ces interconnexions (entre le local et le global, entre le culturel et le politique et entre le social et le psychologique) ainsi que les frustrations et les aspirations d'un peuple en quête de liberté et de justice.

1 Surtout dans les pays qui ont échappé aux guerres civiles telle : la Tunisie.

2 Ayant permis l'ascension d'un nouveau parti politique au pouvoir à la place d'Ennahdha et ses alliés (la troïka).

3 Les quatre enquêtes effectuées de 2011 jusqu'au Mars 2014 se réfèrent chacune sur un échantillon de 200 personnes représentatifs (selon les critères du sexe et de l'âge), celui de Novembre 2014 (succédant les élections législatives d'octobre 2014) est composé de 120 personnes (selon les mêmes critères déjà cités).

4 Notamment en tant que membre local de la haute instance indépendante des élections-2011.

5 Constituée en 2012, cette formation hétéroclite regroupant aussi bien des figures de gauche et de centre-droit que des figures de l'ancien régime et qualifiée par certains d'instance de recyclage du RCD.

6 Du rejet systématique et de la stigmatisation (car, taxé de contre révolutionnaire en 2012) à la volonté affichée d'en faire coalition (après les élections 2014)

7 Notons que cette déception s'applique à tous les acteurs politiques (et représentants de l'assemblée nationale constituante) élus en 2011 pour défendre et mettre en pratique les objectifs de la révolution) et constitue par conséquent une remise en

question de la culture politique de l'élite tunisienne.

8 Al hiwar attounisi actuellement.

9 La formation d'un bloc anti-Ennahdha regroupant le syndicat UGTT, les partis de gauches et mass médias favorables à l'ancien régime, et auquel s'est ralliés de façon implicite (sous l'étiquette de dialogue national) le syndicat des avocats, l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme.

10 À souligner que pour constituer son gouvernement (suite aux élections de 2011), le parti Ennahdha a choisi ses ministres selon le critère de la durée de leur peine en prison, négligeant ainsi celui de la compétence.

Aouardji (H), 2012 (coord). Les soulèvements arabes : entre espoirs et désenchantements, *Revue d'étude et de réflexion sur le monde arabe et islamique.* N° 7.

Balandier (G), 1970. « Sociologie des mutations ». Actes du XIIè colloque de l'association internationale des sociologues de langue française. Paris, anthropos, 532 p.

Beauvois (J.L), Joule (R), 1981*. Soumission et idéologies : psychosociologie et la rationalisation*. Paris, PUF.

Beauvois (J.L), Joule (R), Monteuil (J.M), 1987.Perspectives cognitives et conduites sociales. In : Théories implicites et conflits cognitifs. Cousset, Ed. Delval.

Dorna (A) l989, « La Psychologie politique, un carrefour disciplinaire ». Paris *Hermès* 5/6.

Durkheim (E), 1974. « Représentations individuelles et représentations collectives ». In : *Sociologie et Philosophie.* Paris, PUF, pp 13-50. (Coll. SUP).

Hoggart (R), 1970. *La culture des pauvres*. Paris, Editions de Minuit.

Ibn-Khaldun (A), 1978.1981*. Al Muquaddima*. Beyrouth Dar Al Awda, Beyrouth.

Jodelet (D.), Ohana (J.), 1982. *Système de représentation du corps et groupes sociaux.* Laboratoire de psychologie sociale. Paris, E.H.E.S.S.

Lewin (K), 1972. *Psychologie dynamique. Les relations humaines*. Paris, PUF.

Matalon (B), 1988. *Expliquer, prévoir. Démarche expérimentale et terrain*. Paris, Ed. Collin.

Montmollin (G), 1996. Le changement d'attitude. In psychologie sociale, Sous la Dir de S Moscovici, Paris, PUF.

Moscovici (S), 1961. *La psychanalyse : son image et son public. Etudes sur la*

représentation sociale de la psychanalyse. Paris, PUF.

Poitou (J.P), 1974*. La dissonance cognitive*. Paris, Ed. Collin, 125 p. (Coll. U Série sociologue).

Questions internationales (Revue), n° 53, janvier-février 2012, « Printemps arabe et démocratie », La Documentation Française.

Stoetzel (J), 1943. *La théorie des opinions*. Paris. PUF.

Stoetzel (J), 1963. *La psychologie sociale*. Paris, Flammarion.

Tarde (G), 1898. *La logique sociale*. Paris, Alcan.

Tulard (J), 2013. *La contre-révolution. Origine, histoire, postérité*. Paris, Ed CNRS.

Zamfira (A), 2007. *Une sociologie électorale des communautés pluriethniques*. Paris, L'Harmattan.

Zask (J), 2000. *L'opinion publique et son double* ; L'Harmattan, coll. "La philosophie en commun".